

CONTRE LA RÉPRESSION ET LES DÉTENTIONS, LA SOLIDARITÉ NE CONNAÎT PAS DE FRONTIÈRES
APPEL À LA SOLIDARITÉ CONTRE LA VAGUE D'ARRESTATIONS FASCISTES
CONTRE LES SOCIALISTES EN TURQUIE

Confédération des migrants opprimés en Europe

info@avegkon.com

Le 3 février 2026, une vague d'arrestations massive a eu lieu en Turquie contre des membres et des responsables du Parti des opprimés (Ezilenlerin Sosyalist Partisi – ESP), des Assemblées socialistes des femmes (Sosyalist Kadın Meclisleri – SKM), de la Fédération des associations socialistes de jeunesse (Sosyalist Gençlik Dernekleri Federasyonu – SGDF), de l'agence de presse Etkin (Etkin Haber Ajansı – ETHA), du syndicat DİSK-Limter-İş, du Bureau juridique des opprimés (Ezilenlerin Hukuk Bürosu – EHB), de BEKSAV, de Polen Ekoloji et d'ÖGK. 96 socialistes ont été arrêtés, dont 81 ont été placés en détention et incarcérés. Cette attaque s'inscrit dans la longue série de mesures répressives fascistes menées en Turquie depuis longtemps, qui visent à intimider et à démanteler les forces démocratiques et socialistes. Ce document a été rédigé afin d'informer les politiciens, les syndicalistes, les journalistes et l'opinion publique démocratique en Europe, de renforcer la solidarité internationale et d'intensifier la lutte commune pour la libération immédiate des personnes détenues. Nous appelons à renforcer la solidarité internationaliste avec les socialistes qui luttent pour l'égalité, la justice et la liberté.

À cette fin, nous demandons :

- L'observation des procès des socialistes et la participation d'observateurs internationaux aux procès.
- Le soutien et la diffusion de la campagne de signatures « La solidarité ne connaît pas de frontières contre la répression et les détentions ».
- D'inviter les députés européens à inscrire la répression contre les socialistes et les autres groupes d'opposition en Turquie à l'ordre du jour de leurs parlements.

« Contre la répression et les détentions, la solidarité ne connaît pas de frontières »

En Turquie, le régime fasciste a arrêté le 3 février, lors de descentes dans des appartements, des bureaux de partis et des bâtiments institutionnels, un total de 96 socialistes, dont des membres du Parti socialiste des opprimés (ESP), des Conseils socialistes des femmes (SKM), de la Fédération des associations de jeunesse socialistes (SGDF), de l'agence de presse « Etkin Haber Ajansı » (ETHA), du syndicat « DİSK-Limter-İş », du cabinet d'avocats des opprimés (EHB), de la Fondation pour la science, l'éducation, l'esthétique et l'art (BEKSAV), du mouvement écologique POLEN EKOLOJİ et de l'organisation de jeunes femmes ÖGK. Après leur arrestation, 81 socialistes ont été placés en détention et incarcérés. Les organisations susmentionnées, en particulier l'ESP, le SKM et le SGDF, sont des forces légales qui luttent pour la démocratie et le socialisme et contre les inégalités, l'injustice et l'exploitation.

Le régime fasciste a déjà arrêté et condamné à de lourdes peines de nombreux journalistes, les anciens coprésidents du Parti démocratique des peuples (HDP), Figen Yüksekdağ et Selahattin Demirtaş, ainsi que de nombreux députés, maires et personnalités politiques. En outre, des dizaines de journalistes, d'écrivains, de scientifiques et des milliers de militants politiques sont emprisonnés. Le régime fasciste tente de transformer tout le pays en une prison pour les forces démocratiques afin d'assurer la pérennité de son fascisme et de son règne. La voie pour gagner la démocratie et surmonter cette oppression sombre et sanglante consiste à lutter ensemble, toutes les

forces démocratiques réunies, contre chaque meurtre, chaque emprisonnement et chaque mesure fasciste.

Nous exigeons la libération immédiate des membres arrêtés de l'ESP, du SKM, du SGDF, de l'ETHA, du DİSK-Limter-İş, de l'ÖGK, du BEKSAV et de Polen Ekoloji. Nous appelons toutes les personnes attachées à la démocratie à manifester leur solidarité avec ces organisations.

Les femmes ne peuvent être réduites au silence, la force organisée ne peut être détruite. Le 3 février 2026, la porte-parole des Conseils socialistes des femmes (SKM), Tanya Kara, la présidente de l'organisation de jeunes femmes « Jeunes femmes libres » (ÖGK), Hivda Selen, ainsi que des membres de l'association de femmes Kaktüs ont été arrêtées et emprisonnées. Parmi les personnes détenues figurent également le coprésident du Parti socialiste des opprimés (ESP), Murat Çepni, la coprésidente de la Fédération des associations de jeunesse socialistes (SGDF), Berfin Polat, le président du syndicat « DİSK-Limter-İş », des militants de Polen Ekoloji, de l'institution culturelle et artistique BEKSAV, ainsi que des journalistes de l'Etkin Haber Ajansı (ETHA). Bon nombre des femmes emprisonnées sont également membres et militantes du SKM. Le Conseil socialiste des femmes (SKM) est une organisation féminine ouverte qui mène depuis des années la lutte pour la libération des femmes et qui est connue du grand public. Depuis sa création en 2010, il organise en Turquie et au Kurdistan un mouvement structuré contre le capitalisme et les structures patriarcales, sur une base socialiste, dans une perspective de révolution féminine. Avec une conscience sexospécifique, le SKM se positionne au centre de la pratique politique et a mené de nombreuses campagnes pour la liberté sociale, politique et économique des femmes. Dès le début, le SKM s'est fixé pour objectif de lutter contre les inégalités dans tous les domaines de la vie des femmes. L'ÖGK et l'association de femmes Kaktüs travaillent également dans le même cadre légal et légitime en tant que jeunes organisations de femmes. Dans le passé, le SKM a déjà été la cible de plusieurs arrestations et détentions arbitraires sans fondement juridique.

La porte-parole Tanya Kara a été emprisonnée, tout comme d'anciennes porte-parole du SKM. Hatice Deniz Aktaş, ancienne porte-parole du SKM et coprésidente de l'ESP, a également été privée de sa liberté et emprisonnée. Ces arrestations doivent être comprises comme une stratégie d'élimination politique visant à réprimer l'opposition sociale et à démanteler le mouvement féministe organisé. Les femmes socialistes emprisonnées sont des militantes actives dans le mouvement de libération des femmes, le mouvement de jeunesse et les luttes ouvrières. À travers les femmes organisées au sein de l'ESP, du SKM, de l'ÖGK, de l'ETHA, du BEKSAV et du DİSK-Limter-İş, on cherche à faire taire leurs voix, à criminaliser la protestation sociale et à détruire la solidarité entre les femmes. Le régime sexiste et misogyne en place en Turquie intensifie ses attaques contre l'opposition sociale croissante qui s'élève contre la pauvreté toujours plus profonde, la crise économique, les centaines de féminicides chaque année, la destruction de la nature et l'exploitation du travail. Il tente de réprimer politiquement les revendications d'égalité, de fraternité et de justice. C'est pourquoi les socialistes et tous les groupes d'opposition en particulier sont réduits au silence par des moyens juridiques.

Avec la même détermination et la même volonté de lutter, le SKM poursuit son programme politique de libération des femmes. Il organise la lutte des femmes contre les politiques de l'AKP qui les rendent invisibles et les méprisent, contre les féminicides, l'exploitation, la pauvreté et l'injustice. L'emprisonnement de Tanya Kara et d'autres femmes socialistes vise à faire taire cette voix. Nous déclarons par la présente notre solidarité avec Tanya Kara, Hivda Selen et toutes les autres femmes et hommes socialistes emprisonnés. Nous appelons en particulier les organisations de femmes, les autres institutions démocratiques

et les groupes de la société civile à manifester leur solidarité avec les femmes emprisonnées.

Confédération des migrants opprimés en Europe (AVEG-KON)

La Confédération des migrants opprimés en Europe (AVEG-KON) est composée des organisations suivantes, qui regroupent sous leur égide les travailleurs et travailleuses migrants originaires de Turquie et du Kurdistan du Nord vivant en Allemagne, en France, en Suisse, en Autriche, en Angleterre, en Écosse, aux Pays-Bas et en Belgique :

- AGiF (Fédération des travailleurs migrants en Allemagne)
- ACTiT (Association des travailleurs migrants turcs pour la culture – France)
- iGiF (Fédération des travailleurs immigrés en Suisse)
- JELKA (Association culturelle pour la solidarité et l'aide internationales – Autriche)
- GiK-DER (Association culturelle des travailleurs migrants – Angleterre)
- VEK-SAV (Fondation internationale pour la culture et les arts « Vardiya » – Pays-Bas)
- EGK (Collectif des migrants opprimés – Belgique)
- EGA-BiR (Association des familles migrantes à Édimbourg – Écosse)

Notre confédération a pour objectif de rassembler les migrants qui souffrent de conditions de vie difficiles, qui sont victimes d'inégalités, d'injustices et d'exploitations diverses et qui n'ont aucune perspective d'avenir sûr, sur la base de leurs problèmes et revendications communs.

En collaboration avec les travailleurs et les travailleuses locaux, elle organise la lutte pour l'égalité sociale et la justice. L'AVEG-KON s'engage à informer politiquement les migrants opprimés vivant en Europe, à les renforcer dans la défense de leurs droits démocratiques et à promouvoir la solidarité entre les peuples. L'AVEG-KON défend la préservation et la défense de toutes les créations culturelles et valeurs de l'humanité et lutte pour un monde sans guerre ni exploitation. Elle représente l'unité et la lutte commune des travailleurs et des travailleuses, indépendamment de leur langue, de leur religion ou de leur origine.

Contact : info@avegkon.com